

L'invité

L'Objectif
Parait tous les deux vendredis

Pierre Duffour, et 130 autres membres qui veulent dire leur mot dans l'économie des grands.

L'**ATTAC**, ou quand la base s'en prend aux marchés financiers.

Les marchés financiers s'enrichissent de plus en plus, et les rapports Nord-Sud se détériorent ? La meilleure réponse, c'est l'**ATTAC** : **Association pour une Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens**. Pierre Duffour et son épouse ont été sensibles à l'appel à la résistance contre ce phénomène, lancé en 1997 par Ignacio Ramonet du Monde Diplomatique. C'est ainsi qu'à Fribourg, il existe aujourd'hui une association qui regroupe déjà 130 personnes, et qui réclame notamment la taxation internationale des transactions spéculatives (taxe Tobin).



Le mouvement ATTAC, fondé en 1998 avec l'appui du Monde Diplomatique, compte aujourd'hui des milliers de membres dans plusieurs pays, qui veulent combattre les opérations spéculatives du capital international. ATTAC revendique un contrôle démocratique des marchés financiers et soutient la proposition de l'économiste américain James Tobin, Prix Nobel d'économie, de taxer les transactions internationales à court terme (spéculatives) sur devises. Même fixée à un taux particulièrement bas de 0,1 %, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an. Cette somme devrait être utilisée dans la lutte contre la pauvreté et pour un développement soutenable.

Fribourg, deuxième en Suisse. Répondant à l'appel du Monde Diplomatique, quelques étudiants fribourgeois avaient participé à une première réunion à Montpellier. A leur retour, ils ont organisé deux conférences au Centre Fries en faisant appel à l'économiste Charles-André Udry. A chaque fois, une septantaine de personnes y ont participé. Les Fribourgeois ont alors décidé de créer une section d'ATTAC à Fribourg. Ils étaient le deuxième canton suisse à s'organiser, après Genève. Et aujourd'hui, il y a également des sections dans les cantons de Vaud, Neuchâtel, Jura, Tessin, Zurich et Bâle. Et le 25 septembre dernier, c'est à Fribourg que 260 personnes se sont réunies pour l'assemblée d'ATTAC-Suisse.

Comprendre les mécanismes économiques. L'association de Fribourg compte également des membres collectifs ou associations. « Les premières impressions sont assez positives. Beaucoup de gens s'identifient à ce mouvement, mais il manque le support de formation. Donc on a rapidement lancé une série de conférences informatives. Puis on a organisé des cours sur les mécanismes économiques » explique Pierre Duffour, qui n'est qu'un membre parmi d'autres.

Sans président. En effet, ATTAC est un mouvement sans président : « On s'est refusé à avoir un président. Par contre, on a mis en place un pouvoir de compétences. Les personnes motivées pour appartenir à un comité chargé de faire fonctionner la machine prennent une partie du travail à faire, soulèvent des problématiques et sont en principe chargées de les résoudre elles-mêmes, si possible. »

Chacun est expert dans son parcours de vie. Ce fonctionnement sur un pouvoir de compétence plutôt que d'autorité est un principe important pour Pierre Duffour : « Il est fondé sur la reconnaissance que chaque individu a le droit de s'exprimer, et qu'il n'y a donc pas un monopole réservé à des experts. Chômeur, secrétaire ou directeur, chacun est expert dans son propre parcours de vie, ce qui va un peu à l'encontre de ce que l'on pense normalement aujourd'hui. Nous ne pensons pas que l'individu n'est intelligent que dans son cercle professionnel et qu'en dehors il n'a plus droit à la s'enparole. » Il ne faut pas laisser la parole aux seuls économistes ou politiciens, et penser que l'individu de la rue est presque incompetent, explique M. Duffour. « Nous ouvrons donc un espace pour que cette compétence soit reconnue. Lorsqu'il y a des lacunes claires, il faut pouvoir les combler, ouvrir des cours, lire, etc, dans le but de recontextualiser son quotidien. » Et de s'expliquer : « Les événements doivent être contextualisés, sinon ils sont personnalisés. Et si on personnalise trop le chômage ou la hantise du chômage, on est en train seulement de culpabiliser les individus en leur renvoyant la responsabilité pleine et entière de ce qu'ils sont de ce qu'ils font ».

Perte de démocratie. La perte de démocratie interpelle M. Duffour. « Chacun a conscience que les décisions importantes ne se prennent pas au parlement, mais au conseil d'administration des grandes entreprises. En fait, les grandes décisions qui ont des

conséquences dans le quotidien des individus sont accaparées par une minorité. Et là, on n'entre pas, c'est réservé aux grands actionnaires. » C'est également ce qui se passe dans les économies publiques, dit M. Duffour : diminuer les impôts et mettre à l'abri le capital a des répercussions sur le quotidien de chacun. Mais les élus ne sont pas encore très sensibilisés: « On a mené deux actions sur le problème du chômage. On a convoqué les 130 députés du Grand Conseil avant qu'ils ne votent deux lois sur les assurances sociales, pour écouter quatre personnes en fin de droit, ainsi que le professeur Friboulet. Seuls quatre députés se sont déplacés. Lorsque les élus ne s'occupent plus des électeurs qui les appellent, c'est grave. » Et d'expliquer comment on tourne en rond dans le problème de la création d'emplois : « Pendant longtemps, le discours était le suivant. Les autorités disent que l'emploi, c'est pas leur problème, que l'entreprise privée est seule responsable. Et les employeurs de dire que le plein emploi n'est pas leur vocation, leur but étant le profit. On se renvoie donc le ballon, et à la fin, le seul responsable, c'est le chômeur... »

Définir le bien commun à Fribourg. ATTAC a une stratégie d'approches à tous niveaux, pas seulement au niveau international. « Au niveau local, nous allons convoquer une assemblée avec les associations et aussi les syndicats autour d'une définition du bien-être commun. Que faire, à Fribourg, pour que les habitants de la ville, tous âges confondus, puissent définir de quoi ils ont besoin, donc les besoins sociaux ? Qu'est-ce que la qualité de la vie ? » Une fois définis les critères, ATTAC organisera la défense de ces besoins socio-culturels. Pour M. Duffour, le bien-être commun, pour les citoyens, passe d'abord par le travail. « Lorsque je suis arrivé en Suisse, il y a une quinzaine d'années, j'avais l'impression d'être dans une société de justice sociale, avec le plein emploi et des salaires décents. Aujourd'hui, on constate une instabilité provoquée par la non-occupation générale. Non seulement pour les gens au chômage, mais aussi pour les gens qui travaillent dans une ambiance d'angoisse. Les patrons subissent une telle pression des marchés financiers que ce ne sont plus eux qui décident, mais la volonté de satisfaire les marchés financiers et de rétribuer l'action à 15 ou 20 %. Qui en fait les frais ? Les gens qui travaillent. Comme on est arrivés à maîtriser les frais de production, il reste les salaires. »

Comment les riches suppriment des emplois. On arrive à une situation assez surprenante, explique M. Duffour : « Quelqu'un comme Blocher, qui gagnait 500 millions en 1997 grâce notamment à des suppression d'emplois, passe pour un type qui crée des emplois dans son canton parce qu'il est riche. En fait c'est le contraire: c'est parce qu'il s'enrichit qu'il contribue à la perte de nombreux emplois. C'est un retour au Moyen Age, nous redevenons les vassaux de ceux qui ont les moyens. La logique de Blocher est de dire qu'il y a du travail, mais avec un salaire qui permet juste la survie, c'est-à-dire d'environ 1'680 francs. Et quand Blocher a proposé d'offrir un million dans un fonds de solidarité à condition que d'autres le fassent aussi, il a réussi un extraordinaire coup médiatique. Beaucoup de gens précarisés se sont dit que si ce type arrive au gouvernement, il donnerait le million promis. Les gens ne savaient pas que ce million, pour Blocher, représente à peu près une demi-journée de travail puisqu'il avait gagné 500 millions. »

Taxer les mouvements spéculatifs. Sur les marchés financiers, la plus grande rentabilité est liée aux spéculations immédiates. « On peut gagner des fortunes sans aucun lien avec la production. On spéculé sur le yen, par exemple, vendu à telle valeur en dollars à Paris, et telle autre à Francfort ou Milan. En quelques secondes, il est possible de faire des va-et-vient pour les 2 centimes d'écart. Actuellement, ce sont 1 500 milliards de dollars qui passent chaque jour sur ces transactions, dont seulement 10 à 20 %, selon les experts, sont en lien direct avec l'achat et la vente de produits. On peut donc s'enrichir sans passer par la production. » A partir d'un certain point, le capital est tellement valorisé qu'il se détache du travail et de la production. Il se détache de façon si claire - on appelle ça « bulle spéculative » - qu'en fait il s'autosuffit. « De temps en temps il y a des krachs, mais elle s'autosuffit. On construit un système d'accumulation des richesses qui n'est en lien qu'avec les richesses en capital déjà existantes. C'est là que ça devient pervers. »

Le revenu des gains boursiers dépasse celui des salaires. En Suisse, depuis 1997, les revenus des gains boursiers, capitalisations boursières, ont dépassé les revenus cumulés des salaires. On a une masse salariale de 839 milliards, et des gains boursiers qui ont dépassé les 1'000 milliards. Ce capital produit donc plus de ressources financières que le travail. Le travail est déconnecté du système. Et en plus, pour les gens qui sont dans cette spéculation, il n'y a pas d'impôt... constate M. Duffour. « L'action de Renault remonte lorsque l'on apprend qu'en rachetant Nissan ils vont licencier 21'000 personnes. Elle monte puisqu'il y aura une baisse de la masse des salaires. On voit donc le lien entre augmentation des valeurs boursières et précarisation du travail. Ça devient absolument scandaleux... Il faut donc reprendre une partie de ce capital qui s'accumule dans les bourses et le retransformer en travail ».

Inégalités de plus en plus fortes. En Suisse, en 1997, les 250 personnes les plus riches ont augmenté leur fortune de 60 milliards. Evidemment libres d'impôt. Autre constat intéressant : les 5 % des personnes les plus riches disposent d'une fortune supérieure au 95 % restant. Ou encore que 83 % de la richesse nationale appartient à 20 % des gens. Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes. Au niveau mondial, en 1996, les 358 personnes les plus riches de la planète totalisaient autant de richesse que 3 milliards d'individus. Et en 1997, un an plus tard, plus que 258. « Il y a donc une concentration de la possession, qui est devenue intolérable », dit M. Duffour.

La taxe Tobin. Que faire ? Puisque ces revenus sont liés au jeu à la bourse, un début de

solution consiste à introduire la taxe Tobin, du nom de ce professeur américain de l'Université de Yale, Prix Nobel d'économie. C'est en 1972 déjà que James Tobin a lancé l'idée de taxer toutes les transactions de change pour décourager « les spéculations qui effectuent des allers et retours en quelques semaines. Il s'agirait d'une taxe de faible taux, dont les recettes seraient redistribuées vers les pays les plus pauvres. « La taxe à la base serait légère, de 0,1 à 0,2 % seulement. Pour les personnes qui font un placement durable d'une année ou deux, ça ne représente pas grand chose. Par contre, pour les gens qui effectuent plusieurs allers-retours par jour, ça commence à chiffrer », constate M. Duffour, qui précise que cette taxe permettrait une meilleure répartition des ressources sur une planète qui doit devenir plus harmonieuse. « Il faut que toutes les populations aient accès à l'eau potable, ou un toit pour tous. Il ne s'agit pas de charité, mais de s'attaquer au réel problème de notre siècle, la mauvaise répartition des ressources ». Techniquement, l'introduction de la taxe Tobin ne poserait pas de problème. Mais elle doit être internationale, car elle n'a pas de sens au niveau national. Pour l'instant, les pays qui ont manifesté le plus d'intérêt sont la France, l'Australie et la Finlande. « En Suisse, des élus aux Chambres fédérales veulent mettre en place un groupe parlementaire. Les plus grands enjeux sont auprès de la Banque européenne, et c'est à l'échelle européenne que cette taxe devrait être introduite en premier. »

Remettre un peu de planification dans l'économie. Il y a une grande insécurité dans la vie quotidienne des gens qui craignent d'être licenciés, constate M. Duffour. « Il est temps de remettre un peu de planification dans cette économie devenue folle et incontrôlable. Ni les parlements, ni les bourses n'arrivent à la contrôler. Pour remettre de l'ordre dans tout ça, il faut d'abord une réflexion des individus, qui entraînera inmanquablement la création d'un rapport de force. » Pour l'instant, ATTAC propose des conférences, cours, publications ainsi qu'un site internet. www.attac.org/suisse/ L'association a par ailleurs décidé de soutenir l'initiative de l'USS pour l'imposition des gains en capitaux, à ne pas confondre avec la taxe Tobin. La coordination d'ATTAC se réunit toujours à Fribourg, tous les mois et demi, la prochaine aura lieu le 6 novembre. Dans cette mouvance, une septantaine de femmes se réuniront à la même date pour créer un spécial ATTAC-femmes. (jma)



Qui « bouge » dans la société ? Comment « bouge » la société ? Pierre Duffour se réfère volontiers aux analyses des sociologues d'il y a 30 ans...- On a 5 à 10 % de gens qui possèdent. Ils n'ont aucun intérêt à changer, il n'y a rien à attendre d'eux.- On a 20 % de techniciens. Ils collaborent à tout pouvoir, n'importe quel pouvoir. Ils servent à faire fonctionner la machine. C'est la nomenklatura russe, par exemple. Ça peut être une dictature ou une démocratie avancée, peu importe.- Il y a 60 % de gens qui n'ont rien à faire de ce qu'on dit. Ils ont de tout autres objectifs.- Il reste 10 % de la population qui peut se préoccuper d'un développement harmonieux, de la justice sociale. Ils peuvent rendre la masse attentive, former l'avant-garde intellectuelle. Le mouvement ATTAC est parti avec rapidité : « Le langage est clair, les gens comprennent. Ils avaient déjà réfléchi eux-mêmes avant. On les a confortés dans leur idée. Il y a un certain élan, une spontanéité, je dirais qu'on se rapproche des 10 % », dit Pierre Duffour.

« A Fribourg, presque toutes les offres d'une grande ville française. Pierre Duffour est né à Gramat, dans le Lot, le 3 juillet 1955. Fils d'un vétérinaire et d'une mère au foyer, il passe son enfance dans le milieu de cette petite commune où tout le monde se connaît. Après un baccalauréat en comptabilité et son service militaire, il travaille à Aurillac, dans la gestion de carburants et lubrifiants. Après deux ans, il est licencié pour des raisons économiques et se retrouve au chômage. Il réalise alors un rêve en achetant avec son petit capital, une trentaine de chèvres et s'installe à la tête d'une exploitation agricole. Pendant quatre ans, il fait des fromages qu'il vend au marché, à Figeac. Suite à de grandes pertes financières, il doit retrouver un travail salarié pour rembourser ses dettes. Il travaille trois ans chez un artisan comptable, puis plus d'un an comme professionnel de rugby à Grasse.

Bateau et café-théâtre. Après un périple de six mois en bateau sur l'Atlantique, il revient à Figeac pour ouvrir un café-théâtre, avec des amis. Il s'engage ensuite dans des études de droit, en les finançant en tenant une crêperie. Lors d'un voyage en Amérique latine, il fait la connaissance d'Andréa, une étudiante à l'Université de Fribourg qui deviendra son épouse. Pierre Duffour s'est intéressé à Fribourg parce que l'on trouve « dans cette ville de petite dimension presque toutes les offres d'une grande ville en France, avec une université, une

bibliothèque cantonale, des activités théâtrales, etc ». Il fallait obtenir un permis de travail, il l'a obtenu en travaillant dans une usine à Guin. Il travaille ensuite pendant trois ans pour une compagnie d'assurances : « C'était très instructif, j'ai fait connaissance avec la sécurité sociale en Suisse, et cela me permettait d'entrer dans les foyers. » Puis il souhaite se rapprocher du travail social et s'engage comme éducateur et responsable des apprentis au Foyer St-Etienne. Parallèlement, il suit durant quatre ans, les week-ends, une formation proposée par Frères sans frontières (actuellement Echanger) et se porte, avec sa femme, volontaire pour une mission dans les pays de la périphérie. Au Brésil, il développe la commercialisation de produits agricoles dans le district de Nova Friburgo. De retour à Fribourg, il travaille à l'OSEO où il accompagne des personnes en recherche d'emploi. Dès 1996, parallèlement, il reprend une formation d'assistant social et d'animateur socio-culturel. Actuellement, il suit une formation à l'IDHEAP, l'Institut des hautes écoles en administration publique, plus précisément un cours d'évaluation des politiques publiques. Il a quatre enfants.

Propos recueillis par Jean-Marc Angéloz

29.10.1999